

Nogaro – L'eau, un bien commun

Une émission de Parlem TV



Nogaro – L'eau, un bien commun

La web-télé Parlem TV (1) organisait le 17 octobre une nouvelle émission sur un grand thème de société : « L'eau, un bien commun ». Pour ce faire, un éventail de spécialistes était invité : Alain Canet (Arbre et Paysage 32), Roger Combres (maire adjoint de Nogaro, président du Syndicat d'adduction d'eau potable et du Sictom Ouest), Christiane Filhos (EAUCH bien commun), Gilbert Mitterrand (président de la Fondation France Libertés - Fondation Danielle-Mitterrand), Christophe Merotto (Pierre et Terre). Et l'assistance était invitée à poser des questions.

De cette émission qui a duré 2 heures-et-demi, que peut-on retenir ? D'un côté des convictions sur le droit à l'eau gratuite et la situation épouvantable de milliards d'hommes privés d'eau potable (Gilbert Mitterrand, Christiane Filhos) et de l'autre, un plaidoyer pour une série de comportements et de méthodes respectueux de l'eau et de l'environnement (Alain Canet et Christophe Merotto). Enfin, la description du fonctionnement d'un syndicat d'eau potable (Roger Combres).

« Le droit à l'eau »

Gilbert Mitterrand distingue « le droit à l'eau » du « droit de l'accès à l'eau ». Le premier est un droit d'accès inconditionnel libre et gratuit pour tout être humain qu'il fixe à un minimum de 15 m³ d'eau potable par an. Ce minimum, c'est l'eau vitale, qu'il distingue de l'eau d'usage et de l'eau de confort. Le second est un droit, mais il faut payer pour en jouir.

Une proposition de loi allant en ce sens a été bloquée en juin 2016 par le Sénat et reste donc suspendue. « Il n'y a donc pas en France d'instrument juridique contraignant » pour créer cette notion d'eau vitale. Mais les coupures d'eau sont interdites dans les résidences principales.

Actuellement, le droit à l'eau découle des autres droits fondamentaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais n'en est pas un lui-même.

Interrogé par Alain Marin, maire de Perchède, sur son action à Libourne (2), l'intervenant explique qu'il a essayé de s'approcher le plus possible du droit à l'eau en faisant payer celle-ci plus cher par les 5 % les plus aisés de la population, sans que 95 % paient plus cher qu'avant. Pour que ces 5 % « foutent la paix » aux 95 % ». Comme on n'a pas le droit de compter les occupants d'un logement, il s'agissait de tableur sur 15 m³ par compteur.

Christiane Filhos milite pour le droit à l'eau et pour ne pas confier l'eau aux multinationales, mais à des régies publiques.

Le paradoxe des bactéries

Selon **Christophe Merotto**, l'eau n'est qu'un vecteur et 70 à 80 % de la pollution provient des toilettes et le paradoxe, c'est que l'on fait tout éliminer les bactéries, mais, en bout de cycle, on recourt aux bactéries pour assainir les eaux usées.

Les toilettes sèches raccordées à un composteur sont un progrès, comme à l'école de Saint-Germé (elles peuvent être en porcelaine), mais il est surtout important d'utiliser des produits biodégradables pour nettoyer les toilettes classiques. Il faut savoir qu'un µg de glyphosate placé dans un fossé pollue sur 10 km.

Un arbre produit de l'eau

Alain Canet rappelle qu'un arbre pousse sans aucun apport, alors qu'il crée de l'eau et appelle la pluie. De tous les champs sans plantes, 20 % du sol nu part avec l'érosion. L'agroforesterie et l'agroécologie luttent contre ce phénomène. Il faut amplifier l'usage du semis direct ou culture sans labour (3). Bien comprendre que protéger l'environnement n'est pas une punition : produire et protéger l'environnement, c'est le même geste. Aujourd'hui, le coût pour produire augmente et, simultanément, le rendement baisse.

Gestion de l'eau

Roger Combes adhère à l'idée que l'eau est source de vie et non de profit. 8 % de l'eau sont utilisés pour l'usage domestique. Mais qui paie l'eau et qui décide ? Actuellement la ressource en eau (forage appartenant à Nogaro) est affermée à Veolia et le prix que payent les habitants de Nogaro, Sainte-Christie et Caupenne-d'Armagnac est le plus bas du secteur. L'eau arrive à 51° ce qui permettra d'utiliser ses calories pour chauffer l'hôpital et créer un bassin nordique. Mais le syndicat sera dissous le 31 décembre 2019, sous l'empire de la loi NOTRe et la décision reviendra à un autre organisme, sans doute plus éloigné du terrain.

Parmi les réactions

Selon **Élisabeth Dupuy-Mitterrand**, présidente de la Communauté de communes du Bas-Armagnac, il manque en France du courage politique pour aborder ces problèmes. Si les agriculteurs faisaient plus de bio et si les écoles avaient des toilettes sèches, on n'en serait pas là.

Et, avec les guerres en cours, des millions d'hommes sont déplacés – sans eau ! Pourtant nous sommes des citoyens du monde !

Henry Chevalier, auteur de *La Gascogne rurale* (Canard gascon), critique les différentes versions de la loi sur l'eau.

(1) (parlemtv.fr). L'émission sera visible sur ce site. (2) Président de la Communauté de communes du Libournais - Gironde de 2002 à 2010, adjoint au maire de Libourne de 2011 à 2014, maire de Libourne de 1989 à 2011. (3) Culture basée sur l'introduction directe de la graine dans le sol, sans passer par le travail du sol. Les plantes qui restent dans le sol assurent sa perméabilité et sa friabilité. On utilise des semoirs spéciaux comme ceux d'Alain Aurensan à Sarragachies.



Alain Canet



Roger Combes



Christine Filhos



Christophe Merotto



Gilbert Mitterrand



Élisabeth Dupuy-Mitterrand



Henry Chevalier



Michel Coulardeau, animateur, président de Parlem TV



Sabine Soudin, de Parlem TV, animatrice